



La Commission de Femmes
Conseil national de la Résistance iranienne

 wncri.org/fr

 @CNRIfemmes

 @CNRIfemmes

AVRIL 2025



LE SINISTRE
RECORD
D'EXÉCUTIONS
DE FEMMES

4

De Vakilabad à Evin : Le sinistre record d'exécutions de femmes

L'exécution de cinq femmes en avril : un nouveau sommet de violence contre les femmes en Iran

Le mois de janvier 2025 a été marqué par une vague de protestations dans tout l'Iran, les femmes jouant un rôle de premier plan. De Téhéran à des villes plus petites comme Sanandaj et Ilam, des femmes de tous âges sont descendues dans la rue pour réclamer la justice, une aide économique et la fin de la discrimination. Leur présence a été frappante, démontrant une résistance inébranlable face à une répression croissante.

À l'aube du mardi 8 avril 2025, les murs de la prison de Vakilabad à Machhad ont été témoins d'une scène sombre et douloureuse. Au moins dix personnes ont été pendues, parmi lesquelles trois femmes. Exactement une semaine plus tard, le mardi 15 avril 2025, une autre femme opprimée a été pendue à la prison de Choubindar, à Qazvin.

Le lundi 28 avril, [Marjan Sabzi](#), une nouvelle victime, a été pendue dans la prison de Dastgerd à Ispahan, en même temps que six autres détenus.

Avec l'exécution de ces cinq femmes en avril, le nombre de femmes exécutées en Iran en 2025 atteint désormais treize. Ces femmes étaient les victimes des conditions économiques désastreuses, de l'injustice structurelle et de la pauvreté chronique qui marginalisent des milliers de femmes en Iran.

1

[Marzieh Esmaili](#), âgée de 39 ans et mère d'une adolescente, a été pendue à Qazvin pour avoir prétendument transporté 600 grammes de drogues contre seulement 10 millions de tomans (environ 100 dollars). Vivant dans une pauvreté absolue, Marzieh Esmaili n'avait aucun soutien social ou juridique. Elle n'avait ni famille ni les moyens financiers de se payer un avocat.



L'identité des trois [autres femmes exécutées](#) à Vakilabad demeure inconnue, bien que l'une d'entre elles ait été accusée de meurtre. Les détails de son affaire restent flous, mais, comme dans de nombreux cas similaires, cette femme n'a pas bénéficié d'un procès équitable, ni d'un accès à un avocat indépendant, ni d'une réelle possibilité de se défendre. La majorité des femmes exécutées dans de telles conditions avaient auparavant été victimes de mariages précoces et de violences domestiques, des cris de détresse qui n'ont jamais trouvé écho.

L'exécution de ces femmes, perpétrée dans le lourd silence des médias d'État, ne représente qu'une partie du bilan sanglant d'un régime qui détient le triste record mondial d'exécutions de femmes, et qui instrumentalise la violence institutionnalisée contre les femmes pour assurer sa survie.

Dans son [rapport annuel 2024](#), Amnesty International a indiqué que plus de 64 % des exécutions mondiales avaient été recensées en Iran.

Comparaison statistique des exécutions de femmes en Iran

Sur une période de huit ans, de 2013 à 2020, au moins 120 femmes ont été exécutées en Iran. Durant ces années, la moyenne annuelle d'exécutions de femmes était de 15. Ainsi, en 2024, lorsque 34 femmes ont été exécutées, le nombre de femmes exécutées a plus que doublé par rapport à cette moyenne, signalant une augmentation alarmante.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ebrahim Raïssi en 2021, le nombre d'exécutions, y compris celles des femmes, a fortement augmenté. Après la mort de Raïssi, le 19 mai 2023, et l'ascension de Massoud Pezeshkian en août 2023, cette tendance à la hausse s'est poursuivie, avec une rapidité encore accrue.

2

Au cours des 34 mois de la présidence de Raïssi, 63 femmes ont été exécutées, soit une moyenne mensuelle de 1,85 femme exécutée. Après la mort de Raïssi, la moyenne est montée à 3,3 femmes exécutées chaque mois.

Au cours de l'année 1403 du calendrier persan (du 20 mars 2024 au 20 mars 2025), 38 femmes ont été exécutées en Iran, marquant une hausse de 90 % par rapport à l'année précédente.

De plus, en seulement neuf mois après l'arrivée au pouvoir de Pezeshkian, le nombre total de victimes d'exécutions en Iran a dépassé 1 000. Sur toute l'année 2024, plus de 1 000 exécutions ont été enregistrées.

Ces faits démontrent encore une fois que, peu importe qui occupe la présidence sous le régime clérical, la politique de répression brutale et de violations systématiques des droits humains reste une caractéristique intrinsèque de la dictature religieuse au pouvoir en Iran.

Femmes, cibles d'une cruauté et d'une violence organisées

L'exécution de femmes en Iran, sous le régime misogyne des mollahs, n'est pas seulement une vengeance contre quelques condamnées. Ce régime utilise les corps et les âmes des femmes pour semer la peur, humilier et exercer son contrôle. Les femmes qui osent élever la voix, tout comme celles qui tombent silencieusement victimes de la pauvreté et de la discrimination, sont toutes la cible d'une violence gouvernementale organisée.



Mortes à l'aube, la poursuite du massacre des femmes de 1988

3 Bien que les récentes femmes d'exécutions n'aient pas été accusées de délits politiques, leurs exécutions étaient entièrement politiques, visant à faire taire les voix de la protestation et de la justice. Les voix des femmes exécutées au cours de près d'un demi-siècle de domination cléricale, uniquement pour leurs croyances, résonnent encore dans l'histoire. Des potences de Vakilabad aux salles de la mort d'Evin, leur résistance étouffée demeure vivante. Celles qui réclamaient justice devant le monde entier nous rappellent que le courage, même réduit au silence, ne meurt jamais.

Les cris des femmes exécutées en 1988 résonnent au printemps 2025

Avril 2025 a été marqué par une révélation nouvelle et terrifiante émanant du cœur du régime. Un enregistrement audio récemment publié par Hossein Ali Montazeri a exposé l'exécution massive de 300 femmes membres de l'OMPI (Organisation des Moudjahidines du Peuple d'Iran) durant [l'été 1988](#). Parmi ces femmes figuraient également deux ressortissantes françaises.

Dans cet enregistrement diffusé par la BBC en avril 2025, Hossein Ali Montazeri, alors dauphin désigné de Khomeini, critique ouvertement la décision d'exécuter en masse les femmes membres de l'OMPI pendant l'été 1988. Cet enregistrement capture une conversation entre Montazeri et les membres de la « Commission de la mort » à la prison d'Evin, révélant des crimes où les principales victimes étaient de jeunes femmes exécutées uniquement pour leurs convictions politiques, sans avoir commis aucun acte criminel.

Montazeri évoque spécifiquement l'exécution d'environ 300 femmes de l'OMPI, dont deux françaises, précisant que celles-ci auraient pu être utilisées comme levier diplomatique. Il cite également l'exemple d'une jeune sympathisante de l'OMPI condamnée à mort uniquement en raison de son opposition idéologique au régime, alors qu'elle n'avait aucun antécédent criminel.

Dans cet enregistrement, Montazeri remet en question la légitimité religieuse d'exécuter des femmes, soulignant que même selon la jurisprudence chiite, de telles exécutions sont injustifiables. Il insiste sur le fait que nombre de ces femmes avaient été emprisonnées simplement pour avoir lu ou distribué des tracts.

Cette révélation met une nouvelle fois en lumière le massacre sanglant des femmes durant l'été 1988 — une violence qui était non seulement politique mais également profondément idéologique et misogyne. Cette bande audio constitue un témoignage historique du rôle central joué par les femmes dans la résistance et du prix qu'elles ont payé dans leur lutte contre la dictature misogyne au pouvoir en Iran.

Solidarité dans les prisons de femmes contre la peine de mort

Face à la brutalité croissante du régime, les prisonnières d'Evin à Zahedan ont élevé leur voix plus fortement contre la peine de mort. La campagne « Mardi non aux exécutions », qui a vu une large participation des prisons pour femmes, continue de s'amplifier chaque semaine.

Le dernier mardi d'avril 2025, la campagne « Mardi non aux exécutions » a franchi une nouvelle étape dans la dénonciation des crimes du régime et la protestation contre la vague croissante d'exécutions en Iran. Ce jour-là, les voix de protestation des prisonniers politiques à travers tout le pays, notamment dans les sections féminines des prisons, ont été entendues dans le monde entier, mettant une fois de plus en lumière la résistance héroïque des prisonnières contre les exécutions et la répression.

Lors de la 64^e semaine de la campagne, à la mi-avril, [le quartier des femmes de la prison de Zahedan](#) a également rejoint le mouvement. Désormais, le nombre de prisons féminines participant à la campagne s'élève à dix, incluant Evin à Téhéran, Adelabad à Chiraz, Lakan à Rasht, Dizelabad à Kermanschah, Choubindar à Qazvin, la prison centrale de Sanandaj, la prison centrale d'Ourmieh, ainsi que les prisons de Marivan, Kamyaran et Zahedan.

Ces jours marqueront l'histoire des prisonniers politiques en Iran, en particulier celle des prisonnières. Elles inscrivent leur appel dans la conscience universelle des droits humains : personne ne doit être exécuté.

4



Les familles des prisonniers condamnés à mort ne restent pas silencieuses

Parallèlement à la campagne « Mardi non aux exécutions », désormais active dans 41 prisons à travers le pays, les [familles des prisonniers politiques](#) poursuivent également leurs rassemblements de protestation.

Lors de ces rassemblements, auxquels participaient les mères et pères âgés de ces prisonniers, les manifestants brandissaient les photos de 10 prisonniers politiques de l'OMPI condamnés à mort et scandaient des slogans tels que « Non aux exécutions » et « Non aux condamnations répressives ».

Les rassemblements des familles de prisonniers politiques reflètent une opposition généralisée à la répression et aux lourdes peines infligées aux prisonniers politiques en Iran.

Le mardi 29 avril, en plus d'un groupe de familles de condamnés à mort qui s'est réuni devant la prison d'Evin, des jeunes des villes de Boukan, Racht et Shahriar ont également mené des actions de protestation contre la peine de mort, exprimant leur solidarité avec les prisonniers en grève de la faim dans le cadre de la campagne « Les mardis contre les exécutions ».

Pendant ce temps, les prisonnières politiques en grève de la faim dans le quartier des femmes de la prison d'Evin ont organisé une manifestation à 11 heures dans la cour du quartier, en solidarité avec les familles rassemblées à l'extérieur.

En marchant et en scandant des slogans, elles ont exigé l'arrêt des exécutions ainsi que la libération des prisonniers politiques.

Un appel aux consciences éveillées du monde entier

Le rythme d'exécutions sans précédent en 2024 et 2025, notamment la brutalité ciblant les femmes et les mineurs, constitue un véritable signal d'alarme pour les consciences éveillées du monde entier.

La Commission des Femmes du Conseil National de la Résistance Iranienne renouvelle son appel aux gouvernements du monde entier, toute relation avec le régime iranien doit être conditionnée à l'arrêt des exécutions et de la torture en Iran.

5